

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

1 F

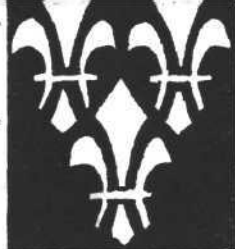
HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 13-12-1972 - N° 85

centenaire de « sciences-po »

maurras et pompidou

où va le p.c. ?

par g. leclerc



les prix littéraires

Parmi les institutions les plus spécifiquement françaises, peu semblent avoir la vie aussi dure que les prix littéraires. Ni les guerres mondiales, ni les chutes de régime, ni les transformations de la société, et pas même mai 1968, n'ont altéré l'image des rituels de chez Drouant, Le Concours, le Renaudot, le Fémina et l'Interallié — pour ne parler que d'eux — continuent de faire les beaux jours des éditeurs. C'est comme une floraison d'automne, où, parmi de multiples promesses, quelques roses connaissent la joie de l'épanouir.

Pour entrer dans le vif du sujet, disons que cette métaphore printanière correspond peut-être à une réalité quelque peu idéaliste. Si l'on pense aux conséquences financières de notre « distribution des prix », les images qui viennent à l'esprit seraient plutôt la loterie nationale, ou un gigantesque tiercé.

Dans un récent numéro de *Combat* (1), Roland Laudenbach — qui sait de quoi il parle puisqu'il porte la responsabilité des Editions de la Table Ronde — abordait ce sujet en essayant de faire la part des choses.

Il n'y a qu'en France que sept ou huit prix littéraires entraînent, pour leurs éditeurs, un chiffre d'affaires de trois milliards, soit, dit Laudenbach, « le tonnage d'une déjà très grosse maison d'éditions ».

On ne peut que se réjouir qu'une telle masse d'argent profite à l'activité littéraire plutôt... qu'au tiercé, précisément. Mais on ne peut aussi qu'être inquiet quant aux motivations des jurys qui ont un tel pouvoir sur un secteur aussi important de la vie intellectuelle du pays.

On leur souhaiterait à la fois une haute autorité morale, une compétence indiscutable et une totale indépendance. Laudenbach n'a pas de mal à montrer qu'ils ne sauraient être absolument indépendants des maisons d'édition : « Faudrait-il que la Table Ronde ait renoncé à publier leurs livres pour qu'Antoine Blondin et Henry Muller siègent au jury Interallié ? » On ne peut faire, en effet, complètement abstraction du système littéraire parisien, constitué d'intérêts divers qui se croisent et de rapports personnels où l'amitié, l'inimitié et l'hostilité ont leur part, mais pas l'ignorance : tout le monde se connaît.

Les mérites de cette petite société parallèle sont certains : la production littéraire y trouve des facilités, des appuis, parfois même le marche-pied d'une gloire vraisemblablement éphémère, mais — à l'occasion... — définitive.

On peut, bien sûr, moquer les bévues ou les oublis du système. Laudenbach rappelle qu'en 1913, ce n'est pas *Le Grand Meaulnes* qui a eu le Goncourt, mais *Le Peuple de la Mer*, de Marc Helder. L'année 1926 qui a vu la parution de cinq chefs-d'œuvre (*Sous le Soleil de Satan*, *Moravagine*, *Bella*, *Le Paysan de Paris* et *Coline*) connaît le couronnement du *Supplice de Phèdre*, d'Henry Deberly. Léon Daudet parviendra sans doute à assurer le Goncourt à Proust, plutôt qu'à Roland Dorgelès, en 1919, mais, en 1932, ne parviendra pas à imposer *Le Voyage au bout de la nuit* face aux *Loups* de Guy Mazeline. On peut même faire une liste impressionnante de romanciers célèbres qui n'ont jamais eu le Goncourt.

A vrai dire, là n'est pas l'essentiel. Un grand écrivain n'a précisément pas besoin des prix pour s'imposer. Ce que l'existence d'une société littéraire peut faciliter, c'est l'habitude de la lecture, l'amour des livres, en même temps que le goût d'une lecture critique.

Mais cette société littéraire est comme toute société : elle pratique la répression. On ne peut y entrer que si on joue le jeu. Pour certains, ce jeu est inutile. Pour d'autres, il est insuppor-

table. On sent bien que l'écrivain doit pouvoir rester libre vis-à-vis du système, même si celui-ci est inévitable, et remplit une fonction non méprisable.

Un régime totalitaire saurait quoi faire d'une telle micro-société : il la baptiserait « Union des Ecrivains » et rendrait impossible toute vie littéraire extérieure à elle, ou même marginale. En régime démo-libéral, la tendance naturelle est à la soumission aux puissances d'argent. L'indépendance de l'écrivain est, heureusement, une tradition puissante en France. Mais, placé sous l'éclairage de *L'Avenir de l'Intelligence*, la société littéraire se révèle comme un appareil de plus en plus menacé par l'anesthésie générale. Les prix ne seront plus alors que le tiercé qu'on pouvait craindre, un tiercé où le gabeur n'aura même plus à jouer. Il lira, comme on lit des instructions.

Christian DELAROCHE.

(1) 30 novembre 1972.

NAF.TELEX

Ma chère, ce Papillon, il est irrésistible. Vous l'auriez entendu tutoyer Philippe Bouvard, l'autre jour à R.T.L. non-stop. J'en ris encore. Ce qu'il est drôle ! Vous avez lu *Banco* ?

Qui n'a pas lu *Banco* ? Comment, vous n'avez pas lu ? Mais alors, vous n'avez pas vu à la télé ? Et l'autre jour à la radio ?

Un ancien bagnard, qui tombe toutes les gonzesses, qui tutoie le Tout-Paris, c'est pas beau ça ?

Et ça vaut des dizaines de millions, Monsieur, de nouveaux francs. Banco !

arsenal

SOMMAIRE DU N° 1

CIBLE

Par Bertrand Renouvin.

THEME

Prospectives maurassiennes.

IDEES

Culture et Action.

Les Indo-Européens, : Mythe ou Réalité.

TENDANCE

Visage de la Technocratie.

ENTRETIEN

L'écrivain dans la société, avec Gabriel Matzneff.

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

Adresse (1)

.....

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.

pompidou : je vois le bien et je fais le mal

Plus d'un Maurrassien a ressenti un petit choc en lisant le discours prononcé le 9 décembre par Pompidou, à l'occasion du centenaire de « Sciences Po ».

L'intelligentzia est encore toute estoquée de ce texte qui prend le contre-pied des idées à la mode. Les premières réactions, qui s'attachent plus à la forme qu'au fond (« discours français », « humanisme fleuri... »), montrent combien les chroniqueurs politiques se trouvent désarçonnés.

De quoi s'agit-il ? Tout simplement d'une profession de philosophie politique implicitement contre-révolutionnaire et d'un aveu de nationalisme français qui tranche complètement sur le délire grisâtre des doctrines d'abaissement de notre pays.

Profession de philosophie politique contre-révolutionnaire ? Tout à fait dans le style « Sciences Po », Pompidou commence par établir un savant balancement entre la politique de gauche qui « implique une vue optimiste de la nature humaine » et l'homme de droite qui « croit que la nature humaine est mauvaise et que la loi de l'espèce est la lutte pour la vie, donc le combat contre les autres, qu'on ne conduit les hommes qu'en leur imposant sa volonté — oderint dum metuant — qu'on ne les retient qu'en flattant leurs instincts terre à terre ou en sachant en tout cas qu'ils réagissent en fonction de ces instincts ».

Mais le chef de l'Etat dépasse cette savante opposition pour montrer que ces deux conceptions sont fausses dans la mesure où elles prennent la partie pour le tout. Tout le monde souhaite la paix et la fraternité universelles mais « les forts cèdent à la volonté de puissance, les faibles à la peur ou à l'imprudence ».

Et le Président de la République d'enchaîner : « Voilà donc une vue de l'homme qui repose sur deux idées simples : l'homme n'est ni ange ni bête, il est et ne peut être que les deux à la fois. En second lieu, les rapports de groupes sont plus durs que les rapports individuels, et cette dureté se manifeste à l'extrême dans les rapports entre Etats, effet de multiplication peut-être, mais plus encore de la permanence des rivalités, comme le prouve à l'échelle individuelle l'âpreté des problèmes de mur mitoyen. »

Il est quelque peu fâcheux pour le « credo » démocratique de voir le chef d'un régime qui se réclame des Droits de l'Homme, récuser l'optimisme rousseauiste qu'ils contiennent et se refuser, au moins verbalement, à rentrer dans la dialectique partisane de la démocratie : ni droite, ni gauche, donc vive le centre, semble dire André Passeron dans *Le Monde* des 10-11 décembre. En fait, on croirait que Pompidou a plagié Gérard Leclerc et reprend le thème : « Droite, gauche, les deux faces de la subversion. »

Aveu de nationalisme français ? La démonstration présidentielle de politique étrangère s'articule tout simplement autour de... la thèse de Charles Maurras dans *Kiel et Tanger* (ou *La République française devant l'Europe* — 1910) sur le rôle de la France, nation moyenne, par rapport à un monde « composé de deux systèmes : plusieurs empires avec un certain nombre de nationalités, petites ou moyennes, dans les entre-deux ». Et Pompidou continue de citer Maurras : « Un monde ainsi formé ne sera pas des plus tranquilles. Les faibles y seront trop faibles, les puissants trop puissants et la paix des uns et des autres ne reposera guère que sur la terreur qu'auront su s'inspirer réciproquement les colosses. Société d'épouvantement mutuel, compagnie d'intimidation alternante. »

Suit alors une véritable paraphrase du chapitre XXIV de *Kiel et Tanger*. La France doit :

1. Faire de la force (démographique, économique, militaire) ;
2. Coopérer avec les pays faibles et dispersés ;
3. Regrouper ses forces avec d'autres « en fonction des réalités historiques, géographiques et humaines ».

Ici, Pompidou pense à l'Europe, mais reste tellement souple dans ses affirmations qu'on peut se demander si le référendum de mars dernier ne l'a pas rendu méfiant.

Alors, faut-il se réjouir ?

Nous prenons acte de cette déclaration d'intentions, mais sans illusions. Pompidou est soucieux de se placer au-dessus des polémiques électorales par des vues d'homme d'Etat. Mais le chef de l'Etat a beau vouloir élever le débat, éliminer les clivages partiels et partisans qui faussent et appauvrissent le débat politique français, il ne peut faire que de façon larvée en permanence, de façon violente lors des rites législatifs ou présidentiels, les Français ne se divisent en partisans de la France A et partisans de la France B. Pompidou s'est payé le luxe d'un exposé serein dans le cadre universitaire de sa jeunesse. Il ne peut empêcher que les chefs de la majorité, de Marcellin à Debré, ne déterrèrent la vieille hache de guerre de l'anticommunisme de combat afin d'exploiter la « grande peur des bien-pensants ». Il ne peut davantage empêcher que la gauche unie — avec quelles arrière-pensées ! — ne détourne dans un marais de médiocrité les mécontentements, souvent justifiés, d'une partie de nos concitoyens. Comment dans ces conditions prétendre avoir une philosophie politique quand sa mise en œuvre est obérée par les plus sordides échéances électorales ?

Venons-en à la politique extérieure. En ce domaine aussi, le nationalisme raisonné du chef de l'Etat ne tient pas face aux nécessités partisans. Et on ne peut s'empêcher encore une fois de constater le hiatus qui existe entre le conférencier de Sciences Po et le chef d'une majorité ouverte vers tous les centrismes et tous les groupes de pression européistes. Nous n'oublions pas que, voici quelques mois, les considérations électorales ont amené le Président de la République à organiser un référendum — d'ailleurs à demi raté — fondé sur l'exploitation éhontée de l'idéologie européenne. Le comportement incertain — c'est le moins que l'on puisse dire — du chef de l'Etat constitue en la matière une illustration narquoise du propos tenu vendredi par M. Pompidou : « Rien ne s'accomplit que dans la durée, rien ne s'acquiert que par la patience, tout se perd par la turbulence. »

M. Pompidou aime bien citer les classiques. Peut-être en son for intérieur se laisse-t-il à méditer cette phrase de Platon : « Je vois le bien mais je fais le mal. » Il est vrai que dans un régime de factions utilisant une fiction idéologique, on voit mal un homme politique à la fois vouloir et pouvoir le bien commun.

N.A.F.



les communistes ont-ils toujours la foi ?

Au terme de son livre assez décevant sur *Les communistes et la révolution*, René Andrieu, le rédacteur en chef de *l'Humanité*, écrivait : « *Les communistes savent par expérience qu'il n'y a pas de voie royale pour avancer vers le socialisme. Ils n'attendent pas non plus le salut d'une espèce d'explosion apocalyptique. Ils se battent pour que l'histoire de l'humanité cesse de ressembler à ce conte plein de sang, de bruit et de fureur qu'elle a été jusqu'ici, pour que la paix ne soit plus un intervalle entre deux guerres, et pour que le monde passe un jour, selon le mot d'Engels, "du règne de la nécessité dans le règne de la liberté"*. » Il est facile d'ironiser sur de tels propos, tant ils paraissent contraires aux vérités les plus criantes de l'histoire. L'histoire du communisme, qu'est-ce sinon un conte plein de sang, la chronique ininterrompue du dernier rôle des libertés ? Et puis, le grand soir aurait-il cessé dans la religion rouge, de laisser entrevoir une aube d'espérance ? Pourtant, on perdrait son temps à relever lourdement l'ironie souveraine du langage des dirigeants communistes. Il serait infiniment plus intéressant d'en déchiffrer le sens profond.

Ce n'est pas difficile, diront certains. Ces dirigeants sont des menteurs, leurs discours ne sont que de lourds chapelets de contre-vérités. Avant-guerre déjà, on avait entendu le refrain : la main tendue aux patriotes, aux chrétiens, etc. On a vu ce que cela a donné avec le père Staline... Ainsi Andrieu ne serait qu'un misérable dialecticien, un médiocre machiavélien et qui n'aurait qu'une idée : nous raconter des sornettes, mais toujours pour refiler la même salade. Au risque de troubler cette parfaite logique, j'avouerais que cette argumentation ne parvient pas à me satisfaire pour une raison assez simple. Je suis peut-être naïf, mais je ne crois pas que l'on fait marcher des hommes avec des mensonges et à coup de machiavélisme.

Entendons-nous : il est certain que la plupart des idéologies reposent sur de profonds mensonges, des mensonges ontologiques. Le marxisme en donne un exemple frappant. *Mais ces mensonges ont valeur de dogmes*. C'est si vrai que des générations leur ont donné leur foi au point de leur faire hommage de leur vie jusqu'au don du sang. Il y a bien eu duperie, mais une terrible duperie, qui n'est possible que lorsque les individus ont été possédés par elle au plus profond du cœur. Cette duperie n'est pas possible lorsqu'elle a pour ressort le machiavélisme grossier, l'argumentation douteuse, un évangile auquel ne croient même pas ses prédicateurs.

Or c'est pour moi une certitude : Andrieu est sincère, il croit à ce qu'il dit. S'il y a mensonge, ce n'est pas de propos délibéré. Ce que l'on peut savoir de l'homme indique qu'il s'agit d'un vrai militant, désintéressé, qui s'est donné à sa cause avec fougue dans un engagement total. Précisément cette sincérité confère à ses propos une singulière « épaisseur », une signification inépuisable. Si l'on admet mon hypothèse, il faut en effet considérer que le rédacteur en chef de *l'Humanité* est dans la position d'un chrétien qui serait dans l'obligation de voir ou d'entrevoir que son église n'a jamais cessé de trahir le message, la parole qui l'a fondée.

A l'origine, il y a le message prêché pour une société communiste, expression accomplie d'une humanité libre, fraternelle, communautaire. Depuis, il y a eu une continue trahison du message : camps de concentration, millions de morts, Budapest, Prague, etc. Un homme comme Andrieu ne peut réfléchir à son modèle de société qu'en rupture complète avec l'histoire du communisme. Mais il y a encore infiniment plus grave.

UNE IDÉOLOGIE CONTESTÉE

Claude Bruaire, qui avait eu à donner la réplique du philosophe chrétien à la semaine de la pensée marxiste, nous confiait qu'il avait eu l'impression d'avoir affaire à de purs opportunistes, à des gens qui n'y croyaient plus. Ce disciple du père Fessard n'a rien d'un libéral ni d'un progressiste au sens idéologique du terme. Sa participation à un débat ne pouvait signifier qu'une volonté absolue d'aller au fond des choses, d'obliger l'interlocuteur à aller jusqu'au bout de sa pensée sans compromission, sans pseudo-accord. Il se trouve déçu dans son attente. L'interlocuteur se déroba.

Voilà, me dira-t-on, un exemple qui va directement à l'encontre de l'analyse que vous faites du cas Andrieu. Si les dirigeants du P.C. sont des opportunistes, ils peuvent très bien être des menteurs, débiter n'importe quoi. Je fais une autre hypothèse : et s'ils avaient cessé de croire au fond au marxisme-léninisme tout en restant fidèles à une sorte de populisme socialiste et réformiste ?

Maurice Clavel l'avait dit au moment de mai et après mai : ils n'y croient plus, ils ont cessé d'y croire. Au moins avant la déstalinisation, les intellectuels les plus brillants affluaient au P.C. ou dans les organismes parallèles au P.C. Sans doute ces intellectuels étaient-ils stérilisés du fait de ce qu'Edgar Morin a appelé la glaciation idéologique du marxisme sous l'effet de la rigidité stalinienne. Du moins le prestige intellectuel du marxisme, à peu près monopolisé par le parti communiste, était-il considérable. Aujourd'hui il n'en est plus rien.

Pourtant le P.C. reste une force considérable ? C'est sûr. Mais on adhère plus pour les mêmes raisons. Dans les années cinquante, un étudiant adhérerait au parti communiste par conviction idéologique. Aujourd'hui, il adhère à une organisation politique efficace. A tous les niveaux, universitaires, professionnels, municipaux et maintenant parlementaires et peut-être bientôt ministériels, le parti communiste, sans perdre son caractère d'étrangeté par rapport au consensus national, est entré hardiment et non sans succès dans la voie de la participation légale la plus ouverte.

UNE MUTATION ?

Reste à savoir si c'est au prix d'une trahison de son identité profonde. On peut en discuter à l'infini. Nous pouvons toutefois marquer quelques points de repère.

1. Il est vain, dans la conjoncture présente du monde et de la société française, de s'attendre à une révolution apocalyptique déclenchée par le P.C. Un coup de Prague à Paris est des plus improbables. Il est hors des perspectives stratégiques des dirigeants communistes. Il l'est encore plus de celles des dirigeants soviétiques.

2. Le P.C. s'est engagé dans une voie légaliste qu'il n'abandonnera à aucun prix. Les dirigeants de la place du Colonel-Fabien sont très conscients qu'une concession faite aux « fantaisies révolutionnaristes » pourrait remettre en cause des décennies d'efforts.

3. On ne s'engage pas impunément dans une voie légaliste. Le réformisme est forcément au bout du chemin.

4. Légalisme, réformisme, un style d'existence nouveau se dessine qui ne peut manquer de mordre à la longue profondément sur la conscience communiste. Qu'ambitionnent au fond ceux qui prétendent assumer l'héritage du grand projet révolutionnaire, sinon tenir en main les rouages d'un système bureaucratique ? C'en est fini du grand happening révolutionnaire.

Au fond, les communistes seraient de bons gestionnaires de ce système que nous ne cessons de dénoncer. Je ne suis pas sûr qu'il faut s'en réjouir.

Gérard LECLERC.



sciences-po à l'heure de pompidou

« Car si la plupart des meilleures traditions de l'école ont survécu à sa transformation en institut, si, je le pense, les études sont devenues plus austères, plus diversifiées et plus rigoureuses, peut-être un peu moins aérées sur l'extérieur en dépit ou à cause d'une légère tendance à céder à la mode, du moins est-il une certitude : ceux qui, autrefois comme aujourd'hui, professeurs ou étudiants, ont fréquenté la rue Saint-Guillaume, quelles que soient leurs préoccupations d'avenir ou de carrière, étaient et sont tous intéressés et souvent passionnés par la politique. J'entends politique au sens le plus élevé et le plus large du terme, qui englobe l'étude des sociétés, des économies, des institutions, des rapports internationaux, mais aussi de l'homme. »

C'est en ces termes que M. Pompidou a salué vendredi dernier l'école des Sciences politiques à laquelle il rendait visite tant qu'ancien élève, ancien professeur et chef de l'Etat.

Sciences Po, école politique qui forme à l'étude de l'homme ? Ou plutôt école de cadres pour l'establishment républicain ? Il convenait d'y aller voir plus près. Nous reproduisons dans cette double page le témoignage paru dans « A. F. Université » en 1968, de Bertrand Renouvin, successeur de M. Pompidou sur les bancs de la rue Saint-Guillaume et qui n'en a pas gardé un bon souvenir, et celui de Fabrice O'Driscoll qui expose comment nous pouvons agir dans ces sanctuaires du pays légal que constituent les Instituts d'Etude Politique.

I. faut-il brûler sciences-po ?

par bertrand
renouvin

Le commun des mortels, c'est-à-dire (pour l'étudiant en sciences politiques), tous ceux qui n'ont jamais mis les pieds rue Saint-Guillaume, est rempli d'idées fausses à l'égard de Sciences Po.

D'abord les « sciences po » n'existent plus : elles ont été remplacées en 1945 par l'Institut d'Etudes Politiques. Ensuite l'I.E.P. n'est pas entièrement situé au 27 de la rue Saint-Guillaume : il y a des salles de conférence en face, au 30, et puis surtout le fameux « Bar Basile » où l'on vient prendre le thé à 5 heures. Enfin, l'I.E.P. n'est plus peuplé de jeunes messieurs en chapeau melon qui viennent passer quelques années agréables dans un Institut où les bonnes manières comptent plus que le travail. Il faut bien sûr avoir de bonnes manières à Sciences Po, mais on ne voit plus de chapeaux melons et les élèves travaillent beaucoup depuis la réforme de 1945.

Tout est surprenant rue Saint-Guillaume, les professeurs comme les élèves, le régime des études comme celui des examens, et il faudrait un livre entier pour traiter convenablement le sujet. Nous nous bornerons ici à évoquer les traits les plus significatifs et en particulier la section « Service public » par laquelle doivent passer tous ceux qui espèrent entrer à l'E.N.A. Car Sciences Po ne dispense un enseignement commun à tous les élèves que pendant une année (« l'année préparatoire »). Si les élèves réussissent l'examen de « fin d'A.P. », ils peuvent choisir entre quatre sections (1). Mais dès l'année préparatoire, l'élève fait connaissance avec les deux piliers de l'enseignement : les cours et les conférences de méthode.

COURS, PROFESSEURS...

Il n'est pas étonnant que les élèves suivent des cours magistraux. Mais ce qui est curieux, c'est la manière dont ils sont conçus. Certains présentent un caractère de sérieux incontestable : c'est le cas pour la plupart des cours à option (Finances Publiques, Administration et vie locale par exemple) et parfois pour les cours fondamentaux (Politique économique de la France). Dans les uns comme dans les autres, on trouve une description intéressante des mécanismes et des institutions politiques et économiques. Par contre, l'esprit de ces cours est tout à fait critiquable. On y retrouve tous les thèmes de la bureau-technocratie : refus du passé et des leçons qu'on pourrait en tirer, mythe de la croissance à tout prix, mythe européiste, démocratisme exacerbé. On n'hésite pas non plus à falsifier la vérité.

Mais on ne peut même pas qualifier de sérieux tous les cours fondamentaux : le cours d'A.P. de M. Rémond n'est qu'une suite de

bavardages insipides, tant et si bien que les maîtres de conférence recommandent en général de recourir aux manuels d'histoire de l'enseignement secondaire. Il en est de même pour le cours de M. Morazé qu'il faut remplacer par un manuel d'histoire économique si l'on veut réussir l'examen. Les cours insipides ne sont pas réservés à l'A.P. Les élèves de « Service Public » ont par exemple à subir les discours verbeux de M. Laroque (créateur de la Sécurité sociale), et de M. Gazier (directeur de l'E.N.A.).

Ce dernier, qui est maître des requêtes au Conseil d'Etat, écrit : « Les préfectures sont des bâtiments administratifs de belle apparence, souvent logés dans des demeures historiques et qui ont généralement trois entrées : l'entrée la plus noble, c'est l'entrée du préfet, de ses auxiliaires, de son Cabinet, une autre entrée noble elle aussi mais beaucoup moins animée, c'est l'entrée du Conseil général, et puis, très vivante et de caractère populaire, la troisième entrée est celle des bureaux de la préfecture. » De qui se moque-t-on ?

Là encore, il est préférable de travailler avec des manuels. Mais il faut aussi absorber le contenu des cours cités ci-dessus car on ne sait jamais si l'interrogation portera sur les manuels (ce qui est en général le cas) ou sur le cours polycopié.

... ET CONFÉRENCES

Chaque semaine, les élèves suivent une « conférence de méthode ». Contrairement à ce que l'on pourrait penser, on n'y enseigne pas la méthode de la science politique mais, officiellement, des recettes pour la construction des devoirs et des exposés et, officieusement, l'art d'être « dans la ligne », le tout permettant la réussite au diplôme.

Pour se préparer au « grand oral », l'élève fait à longueur d'année des exposés oraux devant ses camarades et sous l'œil critique du « maître de conférence ». Immanquablement, ces exposés comprennent une introduction en deux points, une première partie divisée en deux sous-parties, une seconde partie divisée de la même manière et une conclusion en deux points. Hors de là, point de salut, car un plan en trois parties expose le téméraire à une mauvaise note. La règle est la même pour les devoirs qui préparent à l'écrit du diplôme.

Le plan en deux parties permet le fameux balancement circonspect qui est le secret du bon exposé. Car il ne s'agit pas d'émettre une opinion tranchée, ce serait de très mauvais goût. Il ne faut pas non plus faire des propositions trop novatrices : la recette infailible est « de faire dans la première partie des critiques modérées et dans la seconde de montrer un réformisme prudent » (2).

Le culte du plan débouche ainsi sur le culte du libéralisme (toutes les opinions se valent) et la prudence entraîne la banalité. C'est d'ailleurs la condition *sine qua non* de la réussite : il faut compiler des ouvrages et non pas avoir des idées, il faut « être clair et banal » comme nous le recommandait un maître de conférence. Mais le libéralisme ne doit pas dépasser certaines limites. Il y a une doctrine officielle à Sciences Po, qui est exactement celle de la bureau-technocratie.



Cette doctrine a ses grands prêtres : les professeurs qui sont en général de hauts fonctionnaires, et les maîtres de conférences, jeunes hauts fonctionnaires sortis de l'E.N.A. La doctrine a ses livres saints, ceux du Club Jean-Moulin et de M. Bloch-Lainé. Et il ne s'agit pas d'enfreindre ses commandements, sous peine de tomber dans l'enfer des anciens élèves (3). Au contraire, il est raisonnable d'y adhérer si l'on veut entrer à l'E.N.A., qui est considérée rue Saint-Guillaume comme une sorte de paradis.

L'Ecole Nationale d'Administration exerce en effet une attirance profonde sur les élèves de Sciences Po. On commence à y penser dès l'année préparatoire, puis, une fois en deuxième année, on s'y prépare de toute sa volonté et de toute son âme. Désormais, plus rien ne compte en dehors du concours, ni les amitiés, ni l'attachement à une idée. C'est d'ailleurs ce qui fait le caractère si particulier des conférences : on y révere le maître, exemple de la réussite, on n'hésite pas à lui lécher les bottes car il attribue une note de conférence dotée d'un fort coefficient. De plus, comme cette note est fonction non seulement du travail, mais aussi de la « présence » et de l'attitude générale de l'élève, celui-ci fait tout pour se faire remarquer et au besoin pour couler le petit copain (par exemple en signalant au maître de conférence que son exposé a été recopié dans tel livre).

D'ailleurs, le léchage de bottes est institutionnalisé. Chaque année la conférence offre à son maître un dîner ; ce dîner est riche d'enseignement pour celui qui s'intéresse à la nature humaine : on y voit de jeunes garçons ramper devant le maître, le flatter d'une façon inimaginable, essayer par tous les moyens de se faire remarquer. L'atmosphère y est telle que ceux qui refusent cette comédie prennent de l'alcool avant de venir ou bien renoncent à s'y rendre, au risque de voir dans leur dossier une appréciation défavorable.

Il serait cependant inexact de prétendre que le « Sciences Po » moyen passe sa vie à ramper. Sorti de la salle de conférence, il s'installe dans le hall ou dans quelque salon et plastronne. D'un air compétent, il fait l'étonnement des naïfs en répétant avec des mots savants ce qu'il vient d'entendre en conférence. Tout cela rend le Sciences Po moyen imbuvable et parfois ridicule car les grands mots dont il se gargarise recouvrent souvent de toutes petites idées, ou même pas d'idée du tout.

Ce qui rend l'élève-type particulièrement antipathique, c'est qu'il a déjà l'esprit du fonctionnaire moyen : ne pas se mouiller, être toujours de l'avis du supérieur, constituent ses règles d'or. Et rien n'est plus triste que de voir des garçons de 20 ans renoncer à leur personnalité, et parfois renier leurs idées, pour parvenir à une situation où le conformisme compte plus que toute autre chose.

Sciences Po a vraiment bien mérité de la République, en lui donnant des générations de fonctionnaires sans lesquelles elle ne pourrait durer.

Le régime des examens n'est pas moins surprenant. L'obtention du diplôme est, en effet, particulièrement difficile : il faut avoir la moyenne à 11 oraux, au « grand oral », en note de conférences et à chacune des épreuves écrites. En réalité, si les notes d'oraux et de conférences peuvent faire coller un candidat, elles ne peuvent l'aider à réussir l'examen final car il n'y a pas de compensation entre l'écrit et les autres épreuves. Tout se joue en définitive sur l'écrit et l'exposé oral, ce qui bien sûr donne la prime à la mémoire et au psittacisme sur l'intelligence : grand est le nombre de sujets reconnus brillants et qui sont collés avec des notes particulièrement faibles. Plus qu'ailleurs aussi, le diplôme de sortie est une loterie : la réussite à l'exposé oral n'est qu'une question de chance, car il est impossible de pouvoir préparer en une heure un exposé de dix minutes sur n'importe quel sujet de droit administratif ou constitutionnel, d'économie, d'histoire, de droit social, d'économie ou d'institutions internationales.

RÉFORMER SCIENCES PO ?

« En ce cas, dira-t-on, il faut réformer Sciences Po. » On peut réformer le système absurde des examens, on peut prier certains professeurs de renoncer à leurs bavardages. Mais peut-on changer l'esprit-maison ? En fait, tant que Sciences Po sera l'antichambre de l'E.N.A., tant que subsistera le système des conférences de méthode, tant que le recrutement des maîtres de conférence se fera parmi les anciens de l'E.N.A., le conformisme et la médiocrité qui en est la conséquence, l'ambition forcée et l'abaissement moral qui en résultent demeureront aussi vivaces.

Ce sont donc toutes les méthodes d'enseignement qui sont à transformer. Mais c'est aussi le contenu de l'enseignement qu'il faut modifier car, à Sciences Po, on n'étudie pas la science politique, mais seulement de l'économie, du droit, de l'histoire. C'est nécessaire bien sûr, mais c'est insuffisant : la science politique nécessite une méthode, et celle-ci n'y est pas enseignée. En science politique il existe des lois, mais on n'en parle pas. La possession d'une méthode et la connaissance des lois du corps social permettent d'établir des certitudes, mais toute certitude est niée.

Alors, réformer l'Institut d'Etudes Politiques ? Ce serait insuffisant. Le détruire ? C'est peut-être la solution.

Bertrand RENOUVIN,

*Diplômé de l'Institut
d'Etudes Politiques de Paris.*

(1) Service Public, Economie et Finances, Relations Internationales, Politique et Sociale.

(2) Entendu en conférence.

(3) Ainsi nomme-t-on ceux qui n'ont pas obtenu le diplôme.

II.

il ne faut pas brûler sciences-po

par
f. o'driscoll

Non. Il ne faut pas brûler ce « Temple du Savoir » (1) qu'est Sciences Po. Car ce qui peut rendre l'Institut d'Etudes Politiques parfois insupportable, ce sont bien plus ses clients que la maison elle-même.

Cette « atmosphère inimitable, qui a fait la fortune de l'école, et que crée un très subtil mélange de science politique, de culture littéraire et d'art de la mondanité » (2), n'est-elle pas essentiellement due à quelques imbéciles en mal de cocktails ou de dîners-débats à bon marché ?

Eliminons d'emblée ces épaves de vingt ans. On s'aperçoit alors que les Instituts d'Etudes Politiques ne méritent pas obligatoirement le lot inépuisable de critiques qui est le leur. Mieux encore, dans le désert de l'Université française actuelle, les I.E.P. peuvent être considérés comme des oasis d'où il est possible de retirer quelque profit.

Une condition préalable : admettre une fois pour toutes que les I.E.P. ne sont pas des académies de Science Politique, qu'ils ne le seront sans doute jamais et qu'il est hors de question, de l'aveu même d'un de ses directeurs, d'y trouver un quelconque enseignement qui puisse justifier une telle appellation (3). D'où les interminables — et inutiles — discussions sur le bon emploi de la notion de politologie, politicologie, politisme, statologie, sociétologie, etc.



UN JEU

Des cours, des conférences de méthode, des séminaires, à chacun d'en retenir ce qu'il veut. En préparant son discours du Théâtre des Champs-Élysées, M. Pompidou s'est souvenu de la formule fondamentale : « *Tout texte n'est qu'un prétexte qu'il faut réinsérer dans un contexte* » (4).

D'autres y ont appris à rédiger une note de synthèse, à préparer une revue de presse, à répondre sans hésiter à n'importe quelle question en ayant l'air d'en savoir plus que l'interlocuteur.

Ce n'est pas inutile, loin de là, et ce n'est pas un hasard, tout de même, si les offres d'emploi publiées par *Le Monde* mentionnent si souvent les initiales « Sc. Po ». Car à l'I.E.P., il y a un jeu qu'il faut accepter dès la première heure de l'année préparatoire. Si on l'accepte, et si on garde en réserve une bonne dose d'humour, celui qui a décidé de poser sa candidature au Diplôme final jouit finalement d'une assez grande liberté.

Que l'on ne s'y trompe pas cependant. Tout est calculé à Sciences Po. La fameuse méthode du plan bien sûr, qui dans le pire des cas — mais pas toujours — conduit à former ces technocrates qui « *affectionnent les organismes publics ou privés à vocation générale... (et qui) font prendre les décisions par ceux qui les annoncent officiellement et en supportent la responsabilité majeure* » (5) ; mais aussi le Grand Oral où, à la suite d'un commentaire de texte sévèrement minuté, on est soumis à un feu roulant d'apostrophes les plus diverses.

— *Croyez-vous au Père Noël ? Qu'est-ce qu'un O.R.E.A.M. ? Que pensez-vous de l'exportation des bérets basques ? Qu'est-ce qu'un arrondissement ? Si vous aviez été le loup, auriez-vous mangé le petit Chaperon rouge ? Quels rapports voyez-vous entre Bossuet et Malraux ?*

Tout est mis en œuvre pour démonter le candidat. S'il fait preuve d'une maîtrise suffisante de lui-même, il en sortira vainqueur ;

car, quoi qu'on en dise, il ne s'agit pas de tout « connaître », mais de se dominer, de « faire impression ». Tout le secret de Sciences Po est là : apprendre à faire impression sur le jury pour obtenir ensuite le même résultat dans la vie active.

Le système peut paraître superficiel. Il est parfois cruel.

N'est-il pourtant pas plus lamentable de voir des milliers de lycéens se diriger vers des disciplines où ils perdront leur temps pour se retrouver aussi démunis à 24 ans qu'à 18, incapables de comprendre les exigences les plus élémentaires du secteur public ou privé ?

UNE ÉTAPE UTILE

Certes, les diplômés I.E.P. ne trouvent pas automatiquement du travail, tant s'en faut. Du moins sont-ils sérieusement avantagés, car outre une préparation « psychologique » de base, ils ont eu la possibilité d'acquérir un minimum de connaissances directement liées à la vie politique, économique et sociale contemporaine.

Connaissance superficielle ? Sans doute.

Il serait ridicule de prétendre transformer, après trois années d'études, des bacheliers en spécialistes compétents. D'où l'habitude de combiner l'inscription à l'I.E.P. avec une ou plusieurs autres inscriptions, en Droit ou en Sciences Économiques par exemple.

Depuis quelques années, une tendance originale se dessine : la diversification de l'enseignement par la création de nouvelles filières post-universitaires ou para-universitaires du type C.P.A.G. (6).

Cette tendance paraît surtout nette en province. Ainsi, à Aix-en-Provence, l'année 1972-1973 devait voir naître un Centre de Préparation à la Fonction Publique Internationale. De même, l'introduction d'un troisième cycle de Droit Médical et de la Santé Publique atteste clairement un certain désir d'adaptation constante.

Ajoutez à ceci le fait que le personnel enseignant des I.E.P. est largement repré-

senté par des cadres extérieurs à l'université, intégrés à la vie active, et on ne pourra que conclure que tout n'est pas à détruire à Sciences Po.

Au contraire, les I.E.P. peuvent offrir une étape utile dans l'existence d'un étudiant, à condition de distinguer la bêtise de l'intelligence et la prétention de la compétence ; ce n'est pas le plus facile de l'affaire.

Fabrice O'DRISCOLL,

Diplômé

de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence.

(1) Appellation donnée à l'I.E.P. par certains étudiants...

(2) J.-M. Rouart, *Le Figaro*, 9-10 décembre 1972.

(3) M. P. de la Pradelle, Directeur de l'I.E.P. d'Aix. *République*, 30 juillet 1972.

(4) « Enseignement » de base à l'I.E.P.

(5) J. Delcour, *Arsenal*, décembre 1972.

(6) Centre de Préparation à l'Administration Générale.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e

NAF.TELEX...NAF.TELEX...NAF.TELEX

• Le concours de l'Internat des hôpitaux périphériques a été annulé par suite de fuite. Les sujets étaient connus des candidats avant les épreuves. On comprend effectivement l'embarras du jury : il y avait plus de gens « renseignés » que de places disponibles.

• Notre confrère, le *Journal de Genève*, rapporte les conclusions d'un groupe d'études britannique au terme d'une recherche sur les conditions d'existence dans les immeubles d'aujourd'hui : « 72 % des enfants de moins de cinq ans vivant plus haut que le troisième étage, n'ont que très rarement l'occasion de jouer avec des enfants de leur âge. » La « civilisation des tours », chère à M. Pompidou, va ainsi à l'encontre de cette nécessité de contacts indispensables dans l'éducation de la petite enfance. De plus, elle obère fortement les possibilités extérieures d'inté-

gration sociale. Voilà, peut-être, une donnée nouvelle et importante dans l'appréhension du phénomène des « villes verticales » et du développement de la criminalité qui semble suivre une courbe ascendante parallèle à l'élévation de tours « in-humaines ».

• **LE POUVOIR DES PROFESSEURS.** — Malaise et grèves dans les universités de droit et sciences économiques. Pourquoi ? Trop de candidats au professorat et peu de postes à pourvoir. D'où le maintien pour les assistants et chargés de travaux dirigés de contrats fréquemment renouvelables. La fragilité de leur situation exigerait un renforcement de leur statut. Mais cela porterait atteinte au « pouvoir » des mandarins.

• Hachette étend sa puissance en créant une nouvelle société Euralfa, qui a pour objet de

créer, faire fabriquer et commercialiser dans les pays du Marché Commun une gamme de produits du genre cartes de vœux, papiers d'emballages cadeaux.

• Le groupe britannique Lewston-Developments prend 70 % du capital de Jangot-Sonebec, société lyonnaise de construction et promotion immobilières.

• La Fédération Générale de l'Agriculture C.F. D.T. a décidé d'entamer en janvier une action globale pour faire face à l'attitude du patronat agricole. Les récents conflits entre salariés agricoles et patrons (Crédit agricole, Coopérations champignonnières du Maine-et-Loire) ont révélé, selon la F.G.A. l'existence d'une concertation patronale se traduisant par « une volonté de contestation permanente de la légitimité des revendications des salariés ».



hausse des prix : un entracte électoral

La N.A.F. en son précédent numéro, notait l'inquiétude des milieux gouvernementaux devant l'accélération de la hausse des prix en France. Inquiétude renforcée par la connaissance des sondages officiels sur l'humeur des Français à l'approche des élections : remontée spectaculaire de la gauche.

Des mesures, même tardives, s'imposaient donc. Elles ont été rendues publiques à l'issue du Conseil des Ministres de jeudi dernier, soutenues à grand renfort de radio et de télé, et sacralisées par un discours de Pompidou appelant ses concitoyens au *courage civique* et à la *discipline nationale*.

QUELQUES MESURES POSITIVES

Ce qu'on appelle le plan anti-hausse Messmer - Giscard, est un amalgame de mesures positives et de vœux platoniques. Sa caractéristique essentielle est son apparente logique. En gros :

- 1° Il faut « tenir » les prix.
- 2° Les prix baisseront en proportion de la réduction de la fiscalité indirecte (le taux de taxe à la valeur ajoutée de 23 % tombe à 20 % ; celui de 7,5 % passe à 7 % ; la viande de bœuf en est exonérée pour six mois).
- 3° L'Etat compensera le déficit du Trésor qu'entraîne la réduction de la T.V.A. par l'émission d'un grand emprunt et divers encouragements à l'épargne.
- 4° Les Français économiseront sur nombre de leurs achats ; ils pourront éventuellement acheter plus (et contribuer à l'inflation par la demande). La limitation de l'extension des crédits bancaires à l'économie nationale servira de contrepoids à ce danger.

Ce plan peut effectivement avoir quelque succès à court terme. Il faut nous convaincre de cette éventualité, car le pouvoir cherche à mettre de son côté le maximum de monde. Les consommateurs, bien évidemment, mais aussi les entrepreneurs et les commerçants. Aucune action traumatisante du style « blocage des prix » n'est envisagée. Au contraire, le flou autour des conséquences réelles des réductions de T.V.A. permettra bien à certains producteurs, à certains intermédiaires, d'arrondir leurs marges bénéficiaires sans faire souffrir leurs clients.

Janvier et février sont deux mois difficiles pour les prix agricoles (pénurie de produits frais, allongement des délais de livraison et risque de perte pour cause de gel). Les indices vibrent fortement ! Cette fois, la baisse des prix du bœuf et de la pâtisserie fraîche assagira les indices.

Rendons hommage à ce pragmatisme, destiné à calmer les inquiétudes des restaurateurs et des ménagères à la veille des élections !

Mais que se passera-t-il au printemps, pour les prix ? Des facteurs importants de hausse subsistent. D'abord les rattrapages nécessaires des plus bas salaires ; ensuite les hausses contractuelles des loyers, les majorations récentes des impôts locaux, les augmentations des matières premières et des produits finis importés de pays où sévit l'inflation, etc. M. Messmer ne fixe-t-il pas à 4 % le seuil « normal » de hausse des prix en 1973 ? Il ne demande qu'un répit, qu'une pause. Il encourage lui-même le scepticisme des Français quant à ses possibilités d'action à moyen terme.

UN OPTIMISME DE COMMANDE

Le Premier Ministre voit pour l'économie française, en 1973, « un climat de plus grande stabilité », et de toute façon, « la France est actuellement prospère ». Rien ne saurait donc manquer à notre bonheur, s'il n'existait un motif de simple inquiétude passagère : le niveau des prix...

Nous croyons plutôt que des problèmes graves seront bientôt mis en pleine lumière, n'en déplaise à Messmer l'optimiste.

En effet, lorsque l'Etat annonce l'intention de prélever cinq milliards de francs au moyen de l'emprunt, tandis qu'il resserre en même temps les possibilités de crédit bancaire au logement et aux entreprises, il crée un problème nouveau dont il est incapable maintenant de prévoir les répercussions exactes ultérieures.

Lorsque l'Etat diminue la fiscalité indirecte de sept milliards et demi en année pleine, sans annoncer la moindre économie sur les dépenses, il crée un problème nouveau dont il ne nous est pas donné non plus la solution : déficit permanent, ou bien relèvement des impôts directs courant 1973 ou 1974 ?

Notre impression est que ce plan, élaboré en toute hâte en dépit d'un Giscard hésitant, ne s'insère dans aucune politique économique et financière à long terme. Comment pourrait-il en être autrement, au moment où les énergies gouvernementales sont tendues vers l'action électorale proche plus que vers les réalités de l'avenir du pays. Voilà pourquoi la plupart des consommateurs constatent avec regret que le plan anti-hausse s'attaque aux effets et non aux causes du mal. Le régime politique ne permet guère la réflexion « en profondeur ».

En 1973, comme en 1972, l'évolution réelle des prix et des salaires tiendra du hasard, cédant aux pressions des intérêts particuliers bien plus qu'à l'autorité de l'Etat.

Michel LEDOYEN.

revue de presse :

les vaches les veaux les urnes...

Les prix ont augmenté de 0,9 % pour le seul mois d'octobre !... Le gouvernement a bien mijoté son « train de mesures », comme on l'appelle.

« En vérité, dit Sylvain Gouz dans "Combat", malgré le bel habit dont on revêtira ces mesures, il ne pourra s'agir que d'ajouter quelques pièces au dispositif existant et de frapper l'imagination des consommateurs (qui sont aussi des électeurs) en agissant sur quelques points sensibles. »

Commentaire presque identique de Pierre Drouin, dans "Le Monde" :

« L'important dans un plan de lutte contre l'inflation, ce n'est pas ce qu'il y a dedans, mais le sentiment donné au public que le gouvernement a de nouveau pris sur les événements. L'effet de surprise est le meilleur. »

Surprise et subtilité, voilà les caractéristiques de ce plan anti-inflation.

Les mesures annoncées, plus amples que prévues, se traduisent par une baisse sensible de la T.V.A. sur un certain nombre de produits, donc de leur prix (en théorie du moins). Cette diminution des ressources fiscales indirectes est compensée par le lancement d'un grand emprunt d'Etat de cinq milliards, garanti par référence à l'unité de compte européenne.

Mais ce plan ne peut être efficace (c'est sous-entendu par les mesures elles-mêmes) que si l'opinion fait confiance au régime actuel et reconduit donc la majorité lors des élections législatives.

Cependant, pour Alain Vernay, du "Figaro" : « Dans la lutte contre l'inflation, on ne s'est jamais attaqué avec plus de vigueur aux causes secondes du mal que le gouvernement français et M. Giscard d'Estaing. »



Et les causes premières ? Par exemple, si la viande a tant augmenté, la politique agricole incohérente menée depuis une dizaine d'années sur la recommandation des technocrates de Bruxelles n'y est-elle pas pour quelque chose ?

« Comme il y avait trop de lait, écrit Michel Bosquet dans "le Nouvel Observateur", on donna une prime aux petits paysans pour qu'ils abattent les vaches. C'était une façon parmi d'autres de mettre ces paysans à la retraite. Ministres et technocrates responsables de cette mesure oublièrent seulement que les vaches abattues ne donneraient plus de veaux et qu'aucun capitaliste citadin ou rural ne relaterait les paysans mis au rencart pour élever des bovins à leur place.

Résultat : la production de viande bovine est de 6 % plus faible cette année que l'année dernière. »

Sans commentaire, sauf celui de M. Bosquet lui-même qui se demande avec une certaine naïveté : « Pourquoi l'efficacité est-elle une source d'oppression pour le plus grand nombre, plutôt que la source d'une satisfaction générale ? »

Il faudrait plutôt se demander si la technocratie ne naît pas de la démocratie et si on ne gémît pas au "Nouvel Observateur" sur des effets dont on approuve les causes. L'Etat dépendant des groupes de pression est incapable d'arbitrer et de guider la croissance économique.

Exemple donné à ce sujet par l'éditorialiste de "Lutte Ouvrière" : « Giscard d'Estaing paraît d'ailleurs désireux d'étendre la formule qui consiste à lutter contre la hausse des prix à coups de subventions gouvernementales directes ou semi-directes, c'est-à-dire finalement à faire payer les travailleurs en tant que contribuables au lieu de les faire payer en tant que consommateurs, ce qui ne constitue évidemment pour eux en rien un avantage. »

A quoi servent ces subventions ?

La politique d'intervention étatique consiste très souvent à rentabiliser toujours davantage les secteurs rentables et à laisser s'enfoncer les régions sous-développées, les catégories sociales qui ne peuvent faire entendre leur voix.

Bien entendu, le gouvernement s'estime innocent de la hausse des prix et de l'inflation. Les autres pays ne sont pas mieux lotis, tel est le refrain ! Selon "Les Informations" :

« Giscard a beaucoup insisté sur le fait que l'inflation était un phénomène mondial, que la France subissait bien malgré elle. »

A quoi sert le ministre ? N'est-il plus qu'un comptable ? On pourrait le croire si, toujours selon "Les Informations" : « La seule chose qui dépendait de lui il l'a faite : le budget a été présenté en équilibre. »

Bien qu'en tous points contestable, cette présentation est habile. Elle n'a été contestée ouvertement par personne, car elle était habillée de science. Mais surtout elle arrangeait tout le monde, puisque nul n'était tenu pour responsable de l'inflation et aucun effort n'était demandé à personne. »

Que voilà bien décrite une classe politique et un régime où le verbe est roi et où l'incapacité s'habille de science !

M. Bourguin, de "Valeurs Actuelles" (qui se voit déjà ministre et se sent déjà impuissant !) comprend

le gouvernement : « Il ne peut recourir qu'à quelques gestes erratiques ou bien à la prière : prier pour que le taux d'inflation en novembre, décembre, janvier, ne soit pas égal à celui d'octobre... Si l'on avait écouté M. Antoine Pinay en 1969, il y a plus de trois ans, on aurait eu le temps de s'attaquer aux causes. C'est une leçon pour la prochaine législature. »

François RAMEAU.

les médecins royalistes

Faculté de Médecine de Marseille : « Depuis quelques jours, des heurts violents opposent étudiants de droite et de gauche. » La raison : « la sélection à l'entrée aux études médicales. »

En fait, il s'agit d'une opposition de forme : les premiers préconisent une Médecine réservée à un petit nombre : une « élite » ; les seconds que la Médecine soit ouverte à « n'importe qui ». Au fond, ils se rejoignent sur la notion de quantité. Personne ne pose le problème en terme qualitatif. Et ce n'est pas parce que la Médecine ne peut être ouverte à tous que l'on doit préconiser les « concours ». Ce moyen, hérité du régime napoléonien, ne peut être accepté lorsque la France manque de médecins, d'autant plus qu'il n'a pour but que d'éliminer les étudiants sur des critères scientifiques douteux quand la plupart d'entre eux ne feront pas de recherche.

Le groupe Santé N.A.F. préconise la mise en place d'une année probatoire, un sorte de « galop d'essai » où l'étudiant pourrait juger de son aptitude à la vie médicale et hospitalière, de son aptitude à approcher le malade et sa maladie. Durant cette période, il pourrait recevoir à l'hôpital ou avec un médecin de ville (n'oublions pas que tous les médecins, en prononçant le serment d'Hippocrate, ont promis d'enseigner), un enseignement pratique indispensable, médical et infirmier, sur lequel il serait jugé, aussi bien par les médecins que par les infirmiers. S'il se déjouait, l'étudiant ne perdrait pas son année à une époque où chacun se doit de connaître ce qui est à faire ou à ne pas faire devant une urgence.

Ainsi, au moment où les vocations disparaissent, l'étudiant aborderait de son plein gré des études plus poussées en ayant des connaissances simples et indispensables.

Certes la mise en œuvre d'un tel projet serait très difficile et nécessiterait une réforme globale de la médecine et des études. C'est pourquoi le groupe santé N.A.F. s'est mis au travail et publiera dans les semaines à venir ses propositions dans les colonnes de ce journal. Il remercie tous ceux qui voudraient bien l'aider à bien accomplir cette tâche.

une semaine de luttes ouvrières

LUNDI 4 DECEMBRE

— Depuis cinq semaines, une grève paralyse les établissements Deille (400 ouvriers), usine de tissages de rubans, dans le Nord de la France ; le personnel est composé à 65 % de frontaliers belges.

— Le 1^{er} Congrès de la Fédération Unie des Industries Chimiques C.F.D.T., qui résulte de la fusion avec la Fédéchimie F.O. en avril s'est tenu du 1^{er} au 3 décembre. La F.U.C. a « affirmé sa volonté de décentraliser l'action, l'organisation centrale fournissant l'information et la coordination de l'action ».

MARDI 5 DECEMBRE

— Arrêt de travail illimité des cadres de sapeurs-pompiers jusqu'à la signature du document étudié par les sapeurs et les pouvoirs publics, qui modifie le statut du recrutement et l'échelle des rémunérations.

— Grève illimitée à Saint-Etienne à l'appel du Comité des organisations syndicales de la Banque en raison du refus patronal de participer immédiatement à une commission paritaire nationale.

— Après une grève de trois semaines, reprise du travail chez Fauchon-Bandot, produits CERAM, qui emploie 150 ouvriers. L'accord porte sur une augmentation horaire des salaires, sur le reclassement des ouvriers et sur diverses primes.

MERCREDI 6 DECEMBRE

— Après un entretien avec Edgar Faure, P. Berliet a décidé de renoncer à poursuivre pénalement les neuf syndicalistes. Intervenant après la levée du lock-out des lignes de montage et les nouvelles propositions de la direction, on peut penser que les négociations vont reprendre.

— Les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., Union des Cadres et de la Maîtrise, ont signé un accord avec les directions E.D.F. et G.D.F., intéressant 120.000 agents. Il porte sur un retour à la semaine de 40 heures et la garantie d'une constante progression du pouvoir d'achat de 2,5 % minimum.

JEUDI 7 DECEMBRE

Les postiers F.O., après une entrevue avec Hubert Germain, ministre des P.T.T., sont décidés à « renouveler et à durcir les arrêts de travail à compter du 12 décembre ».

VENDREDI 8 DECEMBRE

— Réunion paritaire à la sidérurgie lorraine. Les propositions patronales sont : salaire minimum garanti de 1.100 F par mois ; hausse des salaires de 5 % durant l'année 1973 ; primes de vacances qui passent de 180 à 220 F. Réponse des syndicats : le 28 décembre.

— Les organisations syndicales de la métallurgie parisienne C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. appellent à une grève de deux heures minimum le 14 décembre.



polytechnique en question

Nous avons reçu la lettre suivante d'un de nos amis de Saint-Brieuc :

Excusez-nous de contredire un ancien élève de l'X, mais :

1. Il n'y a pas de quoi s'indigner, ni même s'étonner, si une école militaire, destinée à former des militaires (même si en fait...) est régie avec une discipline... militaire.

2. Si la fronde du groupe d'élèves anti-conformistes avait le sens que vous dites, elle commencerait par un beau chahut des cours de Morazé, Duverger et Cie, geste qui serait, celui-là, sans ambiguïté. Mais, loin d'être leurs têtes de turc, les pontifes du « Monde » sont des maîtres et des complaisances pour les élèves de l'X.

3. C'est bien une fronde comme les autres, qui nous rappelle le temps où les étudiants des cités universitaires réclamaient, en plus du loyer privilégié, le droit de coucher avec leur petite amie sans risque d'être sanctionné — ce que Tartuffe appelait : « De l'amour sans scandale et du plaisir sans peur ».

Les élèves de l'X défendent contre la discipline militaire leur petit confort. Tout le reste est littérature, qu'on n'en fasse pas, de grâce, une affaire d'Etat.

Et qu'il soit permis de leur préférer d'autres polytechniciens révoltés, les Rossel ou les Bastien-Thiry qui, eux, ne reniaient pas leur condition militaire.

Cette lettre fait mal et voici pourquoi :

On peut, bien entendu, considérer que le chahut est une arme acceptable contre des carences limitées et occasionnelles. De là à le préconiser comme une arme absolue

contre tout bourrage de crâne, il y a quand même de la marge.

Que notre interlocuteur se rassure, on a quand même essayé ; nous nous sommes alors heurtés à deux murs : d'une part les dénommés Morazé, Dumentier et Cie, qui s'accrochent désespérément à leur place sinon à leur titre de « professeurs à l'école Polytechnique », d'autre part leur soutien inconditionnel par la direction de l'école, dont ils comblent tous les désirs. A ce stade-là, le chahut ne vaut plus rien, et les cours étant obligatoires, on se résigne à y perdre son temps.

Et n'oublions pas que, malgré tout, l'école étant militaire, le chahut (entre autres) y est passible de sanctions énergiques. Or, s'il est vrai que les rigueurs de la discipline pèsent à beaucoup, ce n'est pas à elle, en tant que telle, que nous nous attaquons, mais bien plutôt à cette caricature sans justification ni effet, qui en tient lieu à l'école. Les « mili » de l'école n'ont rien à voir avec ces vaillants et valeureux officiers qui ont contribué à la grandeur de la France. Ils ne sont placés là que grâce à leurs qualités d'intrigants et de flics, comme en témoignent de nombreux faits.

Un dernier mot : j'ai le plus grand respect pour Rossel et Bastien-Thiry, mais il m'est impossible de les prendre pour modèles. Leur courage désespéré a été stérilisé par l'absence de réflexion politique et leur sacrifice, hélas, n'a pas contribué utilement à une renaissance française. Les venger : bien sûr ! Mais en sachant « raison garder ».

Guy BASTIDE.

NAF.TELEX... NAF.TELEX

• EVOLUTION. — Un crâne vieux de 2,6 millions d'années a été découvert il y a quelques mois au Kenya et présenté récemment à Londres, relate l'International Herald Tribune. Cette découverte bouleverse les connaissances actuelles sur les origines de l'homme dont l'apparition sur terre était datée à un million d'années.

Elle porte un coup fatal également aux théories évolutionnistes faisant descendre l'Homo sapiens de l'Australopithecus, mi-singe mi-homme. Ce crâne d'homme est contemporain de l'Australopithecus tandis que sa capacité crânienne serait d'environ 800 cm³, alors que la capacité maximum retenue pour cette date était de 600 cm³. Une première conclusion s'impose : la Science en est finalement à ses débuts. On jugera alors du sérieux de ceux qui font d'arguments pré-scientifiques la base d'une idéologie pour le moins

contestable et d'une « Nouvelle Ecole » pseudo-scientifique comme pseudo-philosophique.

• VOIE EXPRESS : M. Pompidou, partisan de la civilisation des tours, l'est aussi de celle des autoroutes. Après l'émotion soulevée par le projet de voie express le long de la rive gauche de la Seine, plusieurs contre-projets avaient été mis à l'étude par l'A.P.U.R. (Atelier Parisien d'Urbanisme et de Rénovation).

M. Pompidou — en tant qu'habitant du quartier — a laissé apparaître ses préférences pour le plan le moins onéreux, ce qui est bien. L'ennui est que ce plan prévoit simplement d'enterrer la voie express sur moins de la moitié des rives de l'île de la Cité (du pont de l'Archevêché au Petit-Pont). Le cadre urbain, visiblement, intéresse assez peu le Président de la République.

librairie

Maurice CLAVEL	
De la Résistance à la Révolution ...	24,00
Marcel de CORTE	
L'Intelligence en péril de mort	10,00
Gabriel MATZNEFF	
Nous n'irons plus au Luxembourg ..	20,00
Charles MAURRAS	
Mes Idées politiques	20,00
La Politique de 26 à 27	15,00
Pour réveiller le Grand Juge	35,00
L'Ordre et le Désordre	5,00
L'Avenir de l'Intelligence	5,00
Job de ROINCE	
La Bretagne malade de la République	12,50
Jean-François CHIAPPE	
Cadoudal ou la liberté	32,00
Jacques PAUGAM	
L'Age d'or du maurrassisme	35,00
Philippe HAMEL et Patrice SICARD	
Mao ou Maurras	7,00
Nicolas BABY et Francis BERTIN	
Politique au lycée	7,00
Charles MAURRAS et Maurice BARRÈS	
La République ou le Roi	40,00
Maurice JALLUT	
Où va la République	9,00
Proposition pour un nouveau régime	7,00
Albert MARTY	
L'Action Française par elle-même..	35,00

vient de paraître :

DE LA POLITIQUE NATURELLE AU NATIONALISME INTEGRAL.

(Textes de Charles Maurras choisis par François Natter et Claude Rousseau.)

Librairie VRIN
Essais d'art et de philosophie
Prix : 36 F.

le mouvement royaliste



nouveaux points de vente

PARIS (5^e)

- Le Temps Retrouvé, 145, rue Saint-Jacques.
- Kiosque, 23, boulevard St-Michel.

PARIS (6^e)

- Librairie "L'Aurore", carrefour de l'Odéon.
- Librairie, 124, rue d'Assas.
- Kiosque, 80, boulevard St-Michel.
- Librairie, 89, rue de Rennes.

NANCY

- Hall du Livre, 38, rue St-Dizier.
- Hall de la Presse, 20, rue Saint-Jean.
- Tabac Carnot, 1, rue de Serre.

circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la "N.A.F.", soit de s'abonner. Nous donnons chaque semaine des extraits de notre liste de dépositaires.

PARIS (1^{er})

- Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs.

PARIS (3^e)

- Biblio-Press, 2, rue du Parc-Royal.

PARIS (6^e)

- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire.

PARIS (7^e)

- Librairie Gregorie, 26, rue du Bac.

PARIS (10^e)

- Librairie Roquain, 10, avenue des Petites-Ecuries.

PARIS (11^e)

- Librairie, 15, avenue de la République.

PARIS (15^e)

- Kiosque, place du 18-Juin (devant le Miramar).
- Librairie, 10, boulevard Victor.
- Librairie, 2, rue Lecourbe.
- Librairie, 37, rue Lecourbe.
- Librairie, 150, rue de Vaugirard.
- Librairie, 199, rue de Vaugirard.
- Librairie, 114, rue de Sèvres

PARIS (17^e)

- Kiosque métro Wagram.
- Kiosque, 42, av. de Wagram.
- Kiosque, 117, av. de Wagram.
- Librairie « Vient de Paraître », 159, avenue de Wagram.
- Librairie « Bayen », 47, rue Bayen.

AIX-EN-PROVENCE

- Librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, cours Mirabeau.

ANGERS

- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

BREST

- Librairie Delestre, 1, avenue Georges-Clemenceau.

DIJON

- Librairie Damidot, 1 et 3, rue Stephen-Liegeard.
- Librairie Tabac, rue Chabot, Charny.

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- "K'Store", cours Berriat.
- Au local, 4, square des Postes.

LE HAVRE

- Kiosque de l'Hôtel de Ville (à côté du Syndicat d'Initiative).

LIBOURNE

- Librairie Aubertin, 14, place Abel-Surchamp.

LILLE

- Cinéma « Au Régent », rue de Béthune.

RENNES

- Tabac - Journaux, 3, rue du Vau-Saint-Germain.
- Tabac - Journaux Buchet, 12, rue d'Antrain.

LORIENT

- Maison de la Presse, 18, rue des Fontaines.

NANTES

- Librairie Coiffard, rue de la Fosse.
- Tabac, rue Crébillon.
- Drugstore, place Graslin.
- Librairie Jules Verne, allée Brancas.

NICE

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue d'Estienne-d'Orves.

- Librairie Art et Littérature, 78, boulevard Borriglione.

SAINT-BRIEUC

- Librairie Génie, 14, rue Saint-Gouéno.

SAINT-OMER

- Maison de la Presse, rue de Calais.

RUEIL-MALMAISON

- Librairie, 6, place de l'Eglise.
- Librairie, 6, rue Jean-Le-Coz.
- Librairie, 2, rue de la Réunion.
- Librairie, 4, place de Buzenval.
- Pavillon des Guides, 193, avenue Napoléon-Bonaparte.
- Maison de la Presse, 12, rue Maurepas.

VALENCIENNES

- « Toute la Presse », rue Vieille-Poissonnerie.

STRASBOURG

- Maison de la Presse, 10, rue du Dôme.

réunions

PARIS (15^e) - CLAMART - VANVES - ISSY-LES-MOULINEAUX

- Permanence suspendue, reprise le vendredi 5 janvier.

BRETAGNE

- Conférences de M^{re} Hervé Catta : « Du procès du F.L.B. aux libertés bretonnes ».

RENNES

- Vendredi 15 décembre à 20 h 30, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche).

MORLAIX

- Samedi 16 décembre à 20 h 45, 10, place Ch.-de-Gaulle (2^e étage droite).

VANNES

- Dimanche 17 décembre à 17 h, Café Bocher, 6, place du Général-de-Gaulle.

permanences

PARIS-OUEST

SECTION 8^e - 17^e

- Permanence tous les mardis à 21 h, salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris (17^e).

SECTION 9^e - 18^e

- Permanence tous les mardis de 18 h à 19 h 30, au « Carrefour », 99, rue Ordener, Paris (18^e). Métro : Jules-Joffrin.

SECTION 10^e - 19^e - 20^e

- Permanence tous les mardis de 21 h à 22 h 30, à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19^e).

PARIS HORS FÉDÉRATIONS

VAL-D'OISE

- Permanence chaque samedi à 15 h, chez M. J.-P. HILLERET, 28, rue de Chatou, Corneilles-en-Parisis.

BAS-RHIN

STRASBOURG

- Permanence tous les mercredis de 17 h à 19 h, à la Cafétéria, place de l'Université.

BRETAGNE

RENNES

- Permanence étudiants et lycéens tous les mercredis de 17 h à 19 h, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), Bibliothèque.

NORD

LILLE

- Permanence tous les samedis de 18 h à 19 h, 37, rue Alexandre-Leleux, 2^e étage.
- Cercle d'études tous les lundis.

MARNE

REIMS

- Tous les mercredis de 14 h 30 à 18 h et de 20 h à 23 h, 12, rue Berru.

VENDÉE

- Prendre contact avec M. F. GUERRY, à la Copechagnière, 85260 L'Herbergement.

COTE-D'OR

DIJON

- Tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, dans une salle réservée de la Brasserie « La Grande Taverne - Terminus », 18, avenue Foch.

SEINE-MARITIME

ROUEN

- Pour tous renseignements, réunions, cercle d'études, écrire : N.A.F., 39, rue de Fontenelle, 76 - Rouen.

communiqué du comité directeur

Le Comité Directeur a décidé de rendre publique l'exclusion de Manuel B... (adhérent n° 563) qui a reconnu avoir été l'inspirateur d'une campagne de calomnies contre l'un de nos dirigeants.

COMMUNIQUÉ DE LA DIRECTION DE LA PROPAGANDE RÉGION PARISIENNE

Une assemblée des fédérations et sections de la région parisienne aura lieu le vendredi 15 décembre 1972, 44, rue de Rennes à 20 h 30 (métro Saint-Germain-des-Près). Y participeront les adhérents mandatés par leurs unités ou destinataires d'une invitation spéciale.

La séance sera présidée par G.-P. Wagner, président du Comité directeur. Les membres du Comité exécutif exposeront les rapports de leurs directions. Un compte rendu des activités de chaque unité sera présenté. Enfin les projets en cours d'élaboration donneront lieu à un débat.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ "SAUVER PARIS"

Permanence tous les lundis à 19 h, dans les locaux de la S.N.P.F., 17, rue des Petits-Champs.

Permanence tous les mardis à 21 h, salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris (17^e).

quand pompidou a rendez-vous avec le diable

M. Pompidou va rencontrer le Diable quelque part en U.R.S.S. les 11 et 12 janvier prochain. C'est du moins ce qu'assure avec une belle unanimité toute une certaine presse de droite depuis qu'a été annoncé dans la nuit du 5 au 6 décembre dernier, par les services de l'Elysée, le tête à tête au sommet entre le Président de la République et M. Léonid Brejnev.

« Rivarol » pour sa part, devant une telle perspective ne trouve rien d'autre que de prier Dieu « de garder la France et l'Europe » et déplore « les progrès ininterrompus de la collaboration franco-soviétique instaurée par de Gaulle et poursuivie par son successeur ».

Et il est vrai qu'à l'extrême-droite, on regrettera toujours une autre collaboration. celle-là même qui vit Klaus Barbie et Paul Touvier travailler de concert avec les méthodes et les succès que l'on sait à la défense de l'Occident chrétien...

A gauche, autre chanson. MM. Georges Marchais et François Mitterrand crient à la basse manœuvre électorale. Les deux compères de la « gauche unie » sont en effet bien conscients que M. Pompidou pourrait leur piper quelques voix du côté de la Biélorussie. Notre P.C.F. a, en attendant, bonne mine lorsqu'il dénonce un régime dont le représentant a droit régulièrement aux risettes et aux manifestations d'amitié des maîtres du Kremlin. Reste la majorité qui ne voit là qu'une excellente occasion d'embarrasser la gauche et surtout le P.C. à la veille des élections législatives.

TOUJOURS LES SEULS INTÉRÊTS ÉLECTORAUX

Ainsi, une fois de plus, alors que des événements d'une portée considérable se déroulent sur le continent européen, la classe politique française dans sa quasi-totalité ne veut songer exclusivement qu'aux futurs margouillages et tripatoiuillages électoraux.

Aucun de ces messieurs que préoccupe si fort — à les en croire — l'avenir de la France, n'a eu un simple réflexe de bon sens et d'honnêteté, pour dire que l'importance des questions internationales et particulièrement européennes à régler en 1973, rendait

indispensable cette rencontre entre le Président de la République française et le Secrétaire général du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Depuis les derniers entretiens entre MM. Pompidou et Brejnev, l'année dernière à Paris, deux faits majeurs se sont produits qui nécessitent une redéfinition complète des rapports entre la France et l'Union Soviétique. L'Allemagne dite de l'Ouest, par la grâce du social-démocrate Willy Brandt, est en train de retrouver en Europe le poids politique qu'elle avait perdu à la suite de l'écrasement du III^e Reich. Réalistes, les dirigeants de l'U.R.S.S. éprouvent visiblement la tentation d'entériner cet état de fait et d'établir des rapports privilégiés avec le gouvernement de Bonn.

D'autre part, la visite de M. Nixon à Moscou a laissé planer la crainte d'un nouveau « Yalta », d'un nouveau partage du monde, entre les deux plus grandes puissances de la planète. On en verra un premier effet dans la volonté de Moscou comme de Washington, d'aboutir à une réduction « mutuelle et équilibrée des forces en Europe » à l'occasion des négociations qui devraient s'ouvrir à Genève à la fin du mois de janvier.

NON A UN NOUVEAU « PARTAGE DU MONDE »

La France n'a jamais dissimulé qu'elle souhaitait un échec complet de ces négociations dans la mesure où elles conduiraient insensiblement à la résurrection des « blocs » passablement ébranlés et fissurés ces dernières années. Un arrangement militaire conclu sous la pression des grands, entraînerait inévitablement un processus de contrôle et un calendrier d'exécution, qui ne pourrait que limiter un peu plus l'indépendance précaire des nations petites et moyennes. Discuter d'une telle réduction des forces, ce serait accepter pour la France une nouvelle intégration dans l'O.T.A.N., puisque d'évidence, un désarmement progressif ne pourrait se faire que par des accords globaux entre l'Est et l'Ouest. Ce serait alors la fin de ce qui subsiste de notre souveraineté nationale.

MAIS QUE PEUT M. POMPIDOU ?

Le gouvernement français défend les mêmes principes à la conférence sur la sécurité et la coopération d'Helsinki et ils ne sont pas sans contrarier l'U.R.S.S., laquelle a vu sans plaisir la Roumanie et la Yougoslavie élever la voix et affirmer leur indépendance dans une conférence internationale. La politique de la France et celle de l'Union Soviétique, bien que visant des objectifs totalement différents, se sont, à plusieurs reprises, rencontrées depuis quelques années. Il n'en est plus forcément de même aujourd'hui. Moscou désire à présent une neutralisation progressive de l'Europe qui lui permettra de retourner toutes ses forces vers une Chine qui l'inquiète chaque jour davantage. Et les dirigeants soviétiques semblent persuadés qu'un accord avec les Etats-Unis pourrait leur permettre d'atteindre ce but. Ils n'ont plus intérêt, comme à l'époque de la guerre froide, à désagréger le « bloc occidental » dominé par Washington, mais à traiter directement avec lui.

M. Pompidou aura donc une rude partie à mener face à son interlocuteur soviétique, s'il entend le convaincre que personne n'aurait rien à gagner avec un retour à la politique des « Blocs », inexorablement condamnée de toute façon par l'histoire et l'évolution naturelle des choses.

Mais le moment, il faut l'avouer, est bien mal choisi. M. Brejnev aura en face de lui un homme aux abois, menacé, à quelques mois des législatives, par diverses coalitions qui — à l'intérieur ou à l'extérieur de la majorité — tendent toutes à remettre en cause, dans un sens ou dans l'autre, la politique extérieure de la France. Un homme dont le régime rongé par les scandales et les divisions internes vacille sur ses bases. Ce n'est pas le genre d'interlocuteurs auxquels les dirigeants moscovites ont l'habitude d'accorder beaucoup de crédit. Il faudra décidément à la France, un jour ou l'autre, autre chose que les institutions rafistolées de la V^e République, si elle entend mener à bien une politique d'indépendance nationale par ailleurs fondamentalement saine.

Gilles DESORRES.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**

